

Néolibéralisme et Démocratie au Sénégal

Le 25 juin 2023 par Daniel Falcone, TRUTHOUT <https://truthout.org/articles/neoliberalism-sucked-senegal-dry-now-its-democracy-is-at-stake/>

Daniel Falcone est écrivain, militant et professeur à New York City et étudie au sein du programme doctoral d'Histoire du Monde à l'Université St John à Queens, New York. Suivez le sur Twitter: @DanielFalcone7.



Des milliers de sympathisants du leader d'opposition sénégalais Ousmane Sonko se sont rassemblés à Dakar, le 14 mars 2023 (Annika Hammerschalg / Anadolu Agency par Getty Images)

Le néolibéralisme a asséché le Sénégal. C'est maintenant la démocratie qui y est menacée. Les questions économiques et sociales sont au cœur de la crise actuelle au Sénégal. Après l'arrestation du leader d'opposition à tendance progressiste Ousmane Sonko au Sénégal, des manifestants et des groupes insatisfaits de l'aile gauche politique sont descendus dans la rue.

Dans cette interview exclusive pour *Truthout*, James Genova (https://origins.osu.edu/article/yen-marre-were-fed-senegal-season-discontent?language_content_entity=en) aborde la culture historique et politique du Sénégal et explique les raisons qui ont amené les manifestations en cours et la crise qui traverse actuellement le pays.

[Genova](https://history.osu.edu/people/genova.2) (<https://history.osu.edu/people/genova.2>) est professeur d'Histoire de l'Afrique à l'université d'Etat de l'Ohio à Marion, où il enseigne depuis 2004. En plus de nombreux articles, Genova est l'auteur de trois livres sur l'Afrique, *L'ambivalence coloniale, l'authenticité culturelle, et les Limites du mimétisme en Afrique de l'ouest du temps de l'administration française, 1914-1956* (2004) (<https://history.osu.edu/content/colonial-ambivalence-cultural-authenticity-and-limitations-mimicry-french-ruled-west-africa>); *Cinéma et Développement en Afrique de l'Ouest* (2013); et plus récemment, *Créer de nouveaux individus: Politique, Cinéma et Libération au Burkina Fasso, 1983-1987* (2022). (aucun de ces livres n'est traduit en français)

Après avoir retracé l'histoire du pouvoir du Sénégal à l'ère moderne, Genova se penche sur les impacts de la privatisation, de la gentrification et de l'austérité tant au niveau régional que national. Il explore aussi les ramifications de la politique de classe à travers ses régions administratives tout comme au niveau de la politique étrangère (<https://foreignpolicy.com/tag/senegal/>) au Sénégal et son traitement par les médias, tout en proposant une réponse globale à la situation d'urgence sur le terrain.

Daniel Falcone: Pourriez-vous nous donner un aperçu des plus grandes tendances culturelles au Sénégal ainsi que le contexte historique qui explique où nous en sommes aujourd'hui

<https://academic.oup.com/book/6730/chapter-abstract/150812989?redirectedFrom=fulltext&login=false>)?

James Genova: Le Sénégal (<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2019/02/22/senegal-west-africas-most-stable-democracy-teeters>) est connu pour être l'un des quelques pays africains qui n'a pas connu de coup d'état militaire ou de guerre civile majeure au cours des 63 ans qui se sont écoulés depuis son indépendance. Cependant, cela ne veut pas dire que le Sénégal n'a pas rencontré les nombreux problèmes économiques et sociaux qui ont généré mécontentement et instabilité partout en Afrique et dans de nombreux pays du Sud.



Idrissa Seck, au centre, a annoncé son intention de se présenter pour la quatrième fois à la présidence du Sénégal [Carmen Abd Ali / AFP].

Pendant les 40 premières années de son indépendance, le Sénégal a été dominé par le Parti Socialiste — une organisation modérée construite autour de la personnalité et de la philosophie du premier président du pays, le poète Léopold Sédar Senghor (<https://www.poetryfoundation.org/poets/leopold-sedar-senghor>).

Sa vision de la *négritude* (<https://plato.stanford.edu/entries/negritude/>) (la spécificité de la personnalité africaine qui se traduit par un penchant inhérent pour l'appartenance communautaire et l'unité africaine) était une version culturelle du plus ouvertement politique pan-Africanisme défendu par son contemporain du Ghana Kwame Nkrumah (<https://jacobin.com/2020/09/kwame-nkrumah-ghana-pan-africanism>).

Le 31 décembre 1980, Léopold Sédar Senghor s'est retiré de la présidence (quelque chose d'inhabituel en politique africaine) et a été remplacé par son premier ministre, Abdou Diouf (<https://rsf.org/en/abdou-diouf>), qui est resté en poste jusqu'en 2000, lorsqu'il a été battu lors des élections présidentielles par le leader d'opposition de longue date Abdoulaye Wade (https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/07/images/20030708-2_senegalp18759-15a-515h.html) alors à la tête d'une large coalition dont l'aspiration principale était le «changement» et la défaite du Parti Socialiste.

En 2001, le Sénégal a amendé sa constitution pour limiter le nombre de mandats consécutifs à la présidence à 2 quinquennats mais ce, après la fin du septennat de Wade en 2007. Lors des élections de 2007, l'opposition (incluant désormais beaucoup de ceux qui avaient soutenu Wade en 2000) a boycotté le vote en affirmant qu'elles ne seraient ni sincères ni équitables.

En effet, en 2006, Wade avait fait arrêter l'un de ses anciens principaux lieutenants, Idrissa Seck pour trahison (<https://www.aljazeera.com/news/2023/4/25/idrissa-seck-exits-senegal-economic-council-to-run-for-president>), parce qu'il était en rupture avec le président et avait indiqué vouloir se présenter contre lui en 2007. C'était sans précédent dans

l'histoire politique du Sénégal. En conséquence, Wade a facilement été réélu pour un nouveau mandat de cinq ans.

Il a ensuite fait adopter une révision de la constitution en 2008 qui a rétabli un mandat présidentiel de sept ans après la fin de son propre mandat en 2012. En 2011, Wade a annoncé qu'il se représenterait en 2012 — nombre de gens dans le pays ont vu cela comme une violation de l'interdiction constitutionnelle d'un troisième mandat. Cela a conduit à des manifestations massives qui se sont poursuivies tout au long de l'été 2011.

C'était la première fois dans l'histoire politique du Sénégal que la stabilité politique du pays était remise en question et cela a mis en lumière un grand nombre de problèmes sociaux et économiques sous-jacents qui affligent une grande partie de la population du pays et qui n'ont fait qu'être aggravés par les politiques menées par Wade, tout comme par Diouf, au cours de la dernière décennie de son mandat.



Photo d'archives de l'ancien candidat présidentiel et opposant politique sénégalais, Ousmane Sonko (Photo prise le 22 mai 2023 à Ibeju-Lekki, Nigéria/REUTERS/Temilade Adelaja)

Le tribunal constitutionnel a jugé que Wade pouvait se présenter en 2012, estimant que son premier septennat «ne comptait pas» au regard de l'interdiction d'un troisième mandat puisqu'il terminait son «premier» quinquennat et que les comptes avaient été pour ainsi dire remis à zéro avec la révision de 2008.

Néanmoins, Wade a été battu en 2012 par Macky Sall (<https://www.reuters.com/world/africa/senegal-president-promises-fair-election-tensions-simmer-2023-05-31/>), son ancien premier ministre, qui a été élu pour un mandat de sept ans. La principale ligne politique de Sall était son opposition à Wade et la majeure partie de son programme économique et social était identique à celui de son ancien patron.

En 2016 (<https://www.bbc.com/news/world-africa-35885465>), Sall a fait adopter une nouvelle révision de la constitution qui raccourcissait de nouveau la durée du mandat présidentiel le ramenant à cinq ans mais qui n'entrerait en vigueur qu'à l'issue de son septennat en 2019. Par ailleurs, Sall a annoncé que son premier mandat ne serait pas pris en compte dans l'interdiction d'un troisième mandat, ce qui signifie donc que s'il gagnait en 2019 (ce qui s'est passé) il pourrait se présenter de nouveau en 2024.

La crise actuelle a été provoquée par l'arrestation et le procès de la principale figure d'opposition Ousmane Sonko, qui a formé un groupe d'opposition de tendance de gauche en 2014 quand il est devenu évident que Sall s'inscrivait dans la continuité de la politique économique libérale de Wade et Diouf.

Sonko est arrivé troisième aux élections de 2019 avec plus de 15% des voix et était clairement la plus grande menace pour Sall à l'horizon 2024, grâce au soutien des syndicats (<https://labourrightsindex.org/trade-union-indicator/senegal>), de la jeunesse (<https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/young-african-people-see-no-clear-future-for-themselves>), de la gauche politique et des secteurs mécontents de la société.

Daniel Falcone: Les principaux médias commentent les soulèvements au Sénégal et les relient au traitement réservé à l'opposition politique du pays. Comment les questions sociales et économiques (<https://theconversation.com/senegal-is-the-socialist-party-set-for-a-leadership-battle-122952>) expliquent-elles également les manifestations ?

James Genova: Les questions économiques et sociales sont au cœur de la crise politique actuelle au Sénégal (qui gronde depuis les années 1990 et s'est encore accentuée au 21^e siècle). Alors que le pays dispose d'un produit intérieur brut par habitant parmi les plus élevés des pays d'Afrique et un taux de chômage (<https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=SN>) juste en dessous de 4 % (l'un des plus bas en Afrique), la pauvreté endémique, les vastes inégalités de richesses et les fortes disparités entre les zones rurales et urbaines ont contribué à donner l'impression que le gouvernement reste sourd aux besoins de la population.

Par exemple, une partie des troubles en 2011 (<https://www.cfr.org/blog/unrest-senegal>) étaient dus à de gigantesques pénuries d'énergie qui ont amené des coupures d'électricité quotidiennes (même à Dakar) et ce pendant environ une heure mais qui à certains moments en été ont pu durer une semaine ou plus.

Suite à cela, les jeunes sont descendus dans la rue et ont trouvé leur leadership culturel grâce à des rappeurs du mouvement Y'en a Marre qui ont composé les hymnes pour la contestation s'exprimant dans les manifestations de rue. Au Sénégal, les riches (dont beaucoup sont en lien avec des entreprises internationales et des pays étrangers) sont immensément riches. Cependant près de la moitié du pays vit en dessous du seuil de pauvreté tel que reconnu internationalement.



J'ai rencontré cette artiste locale marchant près de la plage de Virage tôt le matin lors de mon deuxième jour à Dakar. La façon dont sa robe blanche accentuait le ton sombre de sa peau au fur et à mesure que le soleil se levait créait l'une des compositions les plus étonnantes que j'ai vues dans la rue depuis un certain temps. Son chapeau rouge était la cerise sur le gâteau (Photographies de Simbarashe Cha)

Wade a encouragé un embourgeoisement (<https://www.nytimes.com/2023/01/02/style/dakar-street-style.html>) massif à Dakar, y compris la construction d'un nouvel aéroport, conçu pour «nettoyer» la ville de la pauvreté, des sans-abris, mendiants, pour la rendre attrayante pour les touristes occidentaux et du Moyen-Orient, qui sont effectivement venus en grand nombre.

Sall a poursuivi les politiques de privatisations, de réduction de salaires dans la fonction publique, de soutien aux investissements privés internationaux et d'emprunt au fond monétaire international (FMI) et à d'autres banques étrangères, que Wade et Diouf avaient mises en œuvre.

La population sénégalaise s'est donc retrouvée livrée à elle-même avec des ressources très limitées et sans tirer grand profit des programmes de développement de ses dirigeants politiques. Les prix élevés de l'alimentation

Les confréries majeures, en particulier les Mourides (<https://www.bbc.com/news/world-africa-14344082>), jouent un rôle dans le résultat des élections, leur soutien étant essentiel à la victoire. Toutefois, cette influence s'est estompée au 21ème siècle, et le pays est largement laïc dans le choix de ses politiques, en particulier dans les villes.

Les classes sociales se répartissent principalement entre riches et pauvres, plutôt que selon les définitions classiques capitalistes, ouvrier et paysan. La pauvreté endémique a conduit à des vagues de migrations, principalement vers la France mais aussi en grand nombre vers les Etats-Unis. Cela a aussi déterminé la vie de générations de Sénégalais frustrés par l'absence de progrès économique et social.

Conjuguées aux manipulations de la structure politique Sénégalaise depuis 2001 (<https://uca.edu/politicalscience/home/research-projects/dadm-project/sub-saharan-africa-region/senegal-1960-present/>), les présidences successives ont sapé la légitimité de l'état et provoqué un désenchantement chez les jeunes, ce qui est dangereux pour le maintien d'un semblant de démocratie et de stabilité politique. La crise actuelle est un indicateur clair de la fragilité étatique.



"De Cruce" d'Emmanuel Tussore à l'exposition officielle de la Biennale de Dakar à l'ancien Palais de Justice de la capitale sénégalaise. Cette installation de la taille d'une pièce a été réalisée avec du sable provenant des plages, des poutres en acier provenant de chantiers de construction et des souches provenant d'une zone humide menacée par le développement (Crédit...Ricci Shryock pour le New York Times)

Daniel Falcone: Pouvez-vous commenter la façon dont les politiques étrangères et les acteurs mondiaux dans un monde multipolaire influencent les politiques du Sénégal? Que pensez-vous de la couverture médiatique (<https://www.cbsnews.com/news/senegal-political-clashes-leaves-15-people-dead/>) réservée à la situation par l'Occident?

James Genova: Il est certain que les politiques étrangères et les acteurs mondiaux jouent un rôle dans la politique du Sénégal. Déjà en 1960 au moment de l'indépendance du pays, le rôle de la France (l'ancienne puissance coloniale) est considérable. Les liens entre les élites politiques établies et la France sont profonds: Senghor s'est retiré de la présidence et s'est installé en France, où il a été élu à l'Académie Française (<https://www.thoughtco.com/academie-francaise-1364522>).

Cependant, depuis les années 1990, l'impact mondial du passage au néolibéralisme de l'après guerre froide a profondément structuré l'économie et la politique du Sénégal. Diouf, Wade et Sall ont mis en œuvre des politiques

libérales: vente des actifs de l'Etat, élargissement du champ d'action secteur privé, réduction des effectifs de la fonction publique, réduction des prestations sociales, etc.

Cela s'est traduit par une dette croissante, une augmentation des investissements étrangers dans l'économie sénégalaise et dans le contrôle de celle-ci, ainsi que par une hausse des prix pour le sénégalais moyen, lorsqu'il n'y a pas de pénurie. La dépendance alimentaire a augmenté, les pénuries énergétiques sont endémiques et les infrastructures publiques (non reliées à l'industrie du tourisme) sont négligées.

Depuis le 21^e siècle, les Etats-Unis ont essayé de gagner une plus grande influence au Sénégal, au grand dam de la France. La Chine (<https://www.reuters.com/article/senegal-china/china-president-xi-welcomed-in-senegal-at-start-of-africa-trip-idUSL8N1UH0FX>) y est également devenue un acteur, investissant dans les infrastructures culturelles et fournissant des fonds pour le développement du chemin de fer.

En outre, le Maroc (<https://www.moroccoworldnews.com/2013/07/99200/morocco-senegal-bilateral-relations-an-ancestral-alliance>) et l'Arabie Saoudite (<https://www.bbc.com/news/world-africa-32589561>) sont des investisseurs importants dans le pays tout comme l'Iran qui essaye aussi de jouer un rôle, sans grand succès à ce jour.

En terme de couverture médiatique, aux Etats-Unis presque personne n'a entendu parler du Sénégal (à moins qu'un événement dramatique ne permette de diffuser une brève vidéo de 15 secondes montrant des incendies ou des gaz lacrymogènes).

Le pays fait l'objet d'une faible couverture médiatique, même si les Etats-Unis collaborent en permanence avec l'armée sénégalaise dans le cadre d'une « formation à la lutte contre le terrorisme », alors même que le terrorisme (<https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2019/senegal/>) n'est pas un problème au Sénégal.

En dehors des Etats-Unis c'est une autre histoire. Les médias français (<https://www.lemonde.fr/senegal/>) et européens en général couvrent une assez grande partie de ce qu'il se passe au Sénégal presque continuellement et sur une variété de sujets (comme ils le font aussi pour le reste de l'Afrique).

La BBC diffuse régulièrement un programme consacré à l'Afrique d'un point de vue économique, culturel et politique, et le Sénégal (<https://www.nytimes.com/2022/06/15/arts/design/dakar-biennale.html>) reçoit sa juste part de cette couverture médiatique. Le Sénégal est un acteur culturel majeur — film, littérature, art, textile, bijouterie — et retient donc davantage l'attention qu'il ne le fait aux États-Unis. Franchement, les États-Unis sont très loin d'être à la hauteur dans leur couverture du Sénégal et de l'Afrique en général.



Manifestation organisée par la plateforme F24, contre la prétendue ambition de troisième mandat du président Sall, à Dakar, Sénégal, le 12 mai 2023 (REUTERS/Ngouda Dione)

Je dis souvent que si on prenait une déclaration générale sur l'Afrique datant du 19^e siècle et si on la comparait à des déclarations courantes sur l'Afrique dans les médias américains, on ne verrait guère de différence. Le continent africain est quasiment méconnu. (Regardez la récente couverture du Soudan, où nous n'avons rien appris sur le Soudan

(<https://www.nbcnews.com/news/world/sudan-conflict-fleeing-khartoum-egypt-rcna84815>) ni sur l'importance de ce qui s'y passe).

Daniel Falcone: Quelle est votre opinion sur la manière dont les institutions (<https://www.barrons.com/news/un-head-calls-for-calm-in-senegal-spokesman-125940d>), les groupes de réflexions et les groupes pour les droits humains ont réagi concernant la région Sénégalaise et les divisions politiques qui font des ravages dans le pays?

James Genova: Concernant les institutions elles-mêmes, le plus grand acteur (en dehors du gouvernement) est le FMI, comme c'est le cas dans l'ensemble des pays du Sud. Pour l'essentiel, le FMI (<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/05/11/pr23146-senegal-imf-reaches-staff-level-agreement-eff-and-ecf-combined-rsf>) et les autres acteurs internationaux ont favorisé un libéralisme formel qui a été imposé dans le monde entier pendant près de 30 ans maintenant.

Cela n'a pas seulement provoqué une détresse économique et sociale dans des pays comme le Sénégal, mais cela a également sapé de manière significative la légitimité de l'État et de ses institutions, laissant les gens à la dérive sans qu'ils ne sachent clairement où trouver ou quels pourraient être les mécanismes permettant d'améliorer leurs conditions de vie.

Les populations sont abandonnées, et l'État en vient à être considéré comme un «ennemi» qu'il faut éviter, contrer et auquel il faut résister, mais surtout à ne pas respecter ou considérer comme une source potentielle de recours en cas de griefs. Il est donc beaucoup plus difficile d'organiser et de soutenir des mouvements politiques, d'apporter des changements, et d'être une source d'espoir et d'optimisme pour la population.

Les groupes de défense des droits humains (<https://www.hrw.org/fr/africa/senegal>) n'ont pas joué un rôle majeur dans la situation sénégalaise dans la mesure où historiquement ce pays a toujours été l'un des plus stables et des moins troublés des pays africains. En toute franchise, les ressources de la plupart de ces groupes sont très limitées, ce qui oblige à se concentrer sur les "grands" événements ou les zones de crise massive, ce qui ne s'applique généralement pas au Sénégal.

Dans un sens, cela ouvre également une porte au type de manipulation politique que nous observons au Sénégal, lorsque les présidents (<https://www.reuters.com/world/africa/senegalese-opposition-rally-against-president-salls-possible-third-term-ambition-2023-05-12/>) utilisent les tribunaux pour éliminer leurs opposants et bafouer les normes constitutionnelles (même si techniquement ils respectent la constitution en bafouant ces normes) puisque cela se fera loin des yeux du «monde entier» qui ne regarde pas.

Copyright © Truthout. Ne peut pas être reproduit sans autorisation.

DANIEL FALCONE